

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUCON
30 Place du Général Leclerc
85400 LUCON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Sylvain TRAMOY
Francis BOYER
Vincent SAUVAGE
François MALE

Ce rapport contient 24 pages

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUCON
30 place Général Leclerc
85400 LUCON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Luçon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note de l'annexe des comptes « Faits marquants » concernant l'intégration dans le périmètre de la Congrégation des Missionnaires de la Plaine.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi nous portons à votre connaissance :

- La note de l'annexe « règles et méthodes comptables » qui précise les dispositions du plan comptable général appliquées pour l'établissement des présents comptes annuels ;
- Les notes sur l'évaluation des immobilisations corporelles et des valeurs mobilières de placement ;
- Ainsi que la note sur la valorisation des contributions volontaires justifiant de la non-valorisation dans les présents comptes annuels.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisés ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Des diligences particulières ont été mises en œuvre pour nous assurer de la correcte application du règlement ANC 2018-06.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des fonds dédiés ;
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et financières ;
- Le traitement comptable des legs et des engagements liés aux legs ;
- Ainsi que la valorisation des titres de portefeuille.

En complément des diligences mis en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Luçon dans les paroisses, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

VERIFICATION SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient au trésorier d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au trésorier d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain.

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulés, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime

suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Autun, le 20 juin 2024

Pour la société AEC,
Commissaire aux Comptes

Sylvain TRAMOY
Président

Vincent Sauvage
Co-signataire technique

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping, sweeping strokes.A stylized, handwritten signature in black ink, featuring a large, circular loop followed by a horizontal stroke.

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022	31/12/2021
Durée 12 mois		Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles	115 988	81 172	34 816	36 332	37 528
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Immobilisations incorporelles	115 988	81 172	34 816	36 332	37 528
	Terrains	368 179		368 179	360 630	360 630
	Constructions	35 934 973	18 892 458	17 042 515	17 737 336	17 278 193
	Constructions sur sol d'autrui	7 994 751	4 603 600	3 391 151	3 513 771	3 786 480
	Installations techn., mat., outil	308 478	278 592	29 885	20 596	26 608
	Autres immob. corporelles	5 788 898	5 030 957	757 941	616 637	524 469
	Immobilisations corp. en cours	592 195		592 195	228 222	120 506
	Immob. corp. grevées de droit				-	
	Immobilisations corporelles	50 987 474	28 805 607	22 181 867	22 477 192	22 096 885
	Terrains reçus par legs ou donations	371 690		371 690	416 688	483 158
	Constructions reçus par legs ou donations	410 227		410 227	1 023 000	585 800
	Autres biens reçus par legs	8 500		8 500		
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	790 418	-	790 418	1 439 688	1 068 958
	Titres & créances rattachées	122 574		122 574	111 618	111 618
	Prêts à parties liées	2 695 104		2 695 104	2 802 255	2 834 580
	Autres prêts	208 828	120 928	87 900	85 712	102 498
	Autres immob. financières	3 278	550	2 728	2 728	2 728
	Immobilisations financières	3 029 784	121 478	2 908 306	3 002 313	3 051 425
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	54 923 663	29 008 257	25 915 406	26 955 525	26 254 796
ACTIFS CIRCULANTS	Créances diverses	341 514		341 514	229 085	41 885
	Créances reçues par legs	960 427		960 427	1 280 708	341 886
	Créances sur parties liées	473 878		473 878	462 857	461 267
	Débiteurs divers	696		696	6 887	4 027
	Produits à recevoir	933 425		933 425	1 023 474	1 016 021
	Créances	2 709 940	-	2 709 940	3 003 011	1 865 085
	Valeurs mobilières de placement	19 395 957	321 771	19 074 186	17 878 919	18 848 751
	Disponibilités	10 535 189		10 535 189	7 582 221	5 562 868
	Placements et trésorerie	29 931 146	321 771	29 609 375	25 461 140	24 411 619
	Charges constatées d'avance	27 566	-	27 566	23 273	40 235
TOTAL ACTIFS CIRCULANTS		32 668 652	321 771	32 346 881	28 487 425	26 316 939
TOTAL ACTIF		87 592 316	29 330 028	58 262 288	55 442 950	52 571 735

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
	Durée 12 mois			
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droits de reprise	39 556 400	34 845 197	33 721 083
	Fonds propres avec droits de reprise	190 000	190 000	190 000
	Réserves	-		
	Réserves pour retraite des prêtres	4 956 381	4 981 753	5 697 503
	Report à nouveau			
	Compte de liaison débiteur			
	Compte de liaison créditeur			
	Résultat de l'exercice	1 384 756	1 284 999	408 364
	Fonds propres	46 087 537	41 301 949	40 016 950
	Subvention d'investissement	27 354	6 298	8 520
	Droits des propriétaires commodats			
	Autres fonds propres	27 354	6 298	8 520
	FONDS PROPRES	46 114 891	41 308 247	40 025 470
FONDS DEDIES	Fonds reportés liés aux legs	1 672 374	1 723 327	1 217 870
	Fonds dédiés	1 732 263	1 971 346	2 528 437
	FONDS REPORTES ET DEDIES	3 404 637	3 694 674	3 746 307
PROVISIONS	Provisions pour risques	550 145	498 575	345 910
	Provisions pour charges			
	PROVISIONS	550 145	498 575	345 910
DETTES	Emprunts auprès établis. crédit	131 251	159 582	187 218
	Dépôts des prêtres et divers	857 441	638 307	738 094
	Autres dépôts et dettes financ. divers	2 060 748	3 581 723	3 406 383
	Emprunts	3 049 440	4 379 612	4 331 694
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	537 930	471 132	298 729
	Dettes des legs ou donations	37 901	909 963	167 003
	Dettes fiscales et sociales	308 783	288 579	293 726
	Offrandes de messes	2 186 012	1 986 161	1 618 208
	Dettes sur parties liées	1 572 818	1 468 886	1 374 275
	Autres dettes	499 730	437 122	370 412
	Dettes	5 143 175	5 561 843	4 122 353
	TOTAL DETTES	8 192 615	9 941 455	8 454 048
TOTAL PASSIF		58 262 288	55 442 950	52 571 735

Compte de Résultat

exercice 12 mois		31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
		Total	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 333	528	1 766
	Ventes de biens et services			
	Vente de biens	270 025	297 457	328 761
	Ventes de prestations de services	1 383 030	908 063	1 963 036
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics, subventions d'exploitation	10 260	10 268	26 275
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels	4 896 076	4 896 039	4 945 601
	Mécénat			
	Legs, donations et assurances vie	3 888 363	3 927 326	1 582 296
	Contributions financières	66 793	44 516	52 306
	Reprises prov. transfert de charges	94 819	99 128	237 796
	Utilisation des fonds dédiés	254 083	339 446	253 560
	Autres produits	1 402 727	1 470 706	191 054
Total produits d'exploitation		12 267 508	11 993 478	9 582 450
CHARGES D'EXPLOITATION	Achat de marchandises	-191 713	-184 610	-260 970
	Autres achats et charges externes	-4 417 859	-3 733 329	-3 385 794
	Aides financières	-416 993	-489 204	-334 717
	Impôts et taxes	-294 173	-294 352	-293 575
	Salaires et traitements	-3 132 704	-3 076 366	-3 106 614
	Charges sociales	-1 330 294	-1 316 177	-1 320 838
	Dotations aux amortissements	-1 562 625	-1 479 131	-1 407 838
	Dotations aux provisions	-88 981	-207 915	
	Report en fonds dédiés	-15 000	-347 807	-1 351 150
	Autres charges	-44 139	-41 294	-38 788
	Total charges d'exploitation	-11 494 483	-11 170 185	-11 500 284
RESULTAT D'EXPLOITATION		773 025	823 293	-1 917 834
PRODUITS FINANCIERS	Produits des placements	294 825	18 089	609 421
	Autres intérêts et produits assimilés	17 467	19 772	28 752
	Reprises provisions, dépréciations	370 744		2 939
	Total produits financiers	683 036	37 861	641 112
CHARGES FINANCIERES	Dotations provisions, dépréciations	-29 034	-646 534	-10 613
	Intérêts et charges assimilées	-3 652	-4 348	-5 027
	Autres charges financières	-53 791	-294 198	-17 773
	Total charges financières	-86 477	-945 079	-33 413
RESULTAT FINANCIER		596 559	-907 218	607 699
RESULTAT COURANT		1 369 584	-83 925	-1 310 135
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opération de gestion	37 288	13 230	30 366
	Sur opérations en capital	415 002	1 923 785	1 942 003
	Reprises provisions, dépréciations		40 000	
	Total produits exceptionnels	452 290	1 977 015	1 972 369
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	-348 435	-304 413	-96 220
	Sur opération en capital	-69 360	-279 107	-130 790
	Dotations aux provisions, dépréciations			
	Total charges exceptionnelles	-417 795	-583 519	-227 010
RESULTAT EXCEPTIONNEL		34 495	1 393 495	1 745 358
Impôts sur les sociétés		-19 323	-24 572	-26 859
EXCEDENT OU DEFICIT		1 384 756	1 284 999	408 364
Total des produits		15 094 711	16 011 312	13 401 877
Total des charges		-13 709 955	-14 726 313	-12 993 513

ANNEXE AU BILAN DU 31/12/2023

Faits marquants :**Nouvelles paroisses**

Depuis le 1er septembre 2022 sur décision de Mgr François JACOLIN, Évêque des Luçon, le diocèse de Luçon est passé de 59 à 29 paroisses. Pour faciliter la prise en compte de ce changement, il a été décidé que les modifications sociales et comptables seraient effectives à compter du 1er janvier 2023.

Pour les questions sociales, des créations / modifications d'employeurs liées aux paroisses nouvelles sont prévues en fonction du lieu de travail des salariés et des contrats de travail en vigueur.

Pour les questions comptables, l'actif et le passif des paroisses anciennes sont intégrés dans les paroisses nouvelles à compter de l'exercice comptable ouvert le 1er janvier 2023.

Dans la situation où le territoire d'une paroisse ancienne serait divisé entre deux paroisses nouvelles, les biens immeubles restent rattachés à la paroisse de la commune où ils se situent ; les biens meubles et les dettes se répartissent à proportion des habitants des communes intégrées dans les deux paroisses nouvelles.

Il est rappelé qu'une paroisse donne lieu à la tenue d'une seule comptabilité. Une seule comptabilité signifie un seul compte bancaire ; les autres comptes bancaires peuvent continuer le temps de transférer les opérations sur le compte bancaire principal.

Le comptable désigné par le curé de la paroisse continue d'enregistrer toutes les opérations en lien avec le service comptable de l'économet diocésain.

Pour faciliter le travail de saisie de la comptabilité, les opérations à enregistrer continuent de se faire sur la base du relevé bancaire et des pièces fournies par les tiers.

Les pièces comptables, numérotées et classées, doivent être conservées dans le même lieu, de préférence dans le lieu principal de la paroisse (cf. guide des procédures – p9, 10 et 16).

Il est recommandé de conserver un règlement centralisé des factures sous réserve d'appliquer la procédure de décision en vigueur dans les paroisses (cf. guide des procédures – p16).

Le comptage des quêtes peut continuer à se faire dans les mêmes lieux qu'aujourd'hui et être remis dans différentes agences bancaires, sous réserve d'appliquer les règles de traitement des espèces transitant par la paroisse (cf. guide des procédures – p26 et 27).

Annexe au bilan du 31/12/2023

Congrégation des Missionnaires de la Plaine

LA CONGRÉGATION DES MISSIONNAIRES DE LA PLAINE ET DE SAINTE THÉRÈSE DE L'ENFANT JÉSUS, dont le siège est à LUÇON (Vendée), 1 rue Mille souris, a été érigée en congrégation cléricale de droit diocésain par Monseigneur Gustave-Lazare GARNIER, Evêque de Luçon, le 12 juillet 1928. La Congrégation n'est pas reconnue en droit français. Elle est couverte légalement par l'ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LUÇON.

Les biens immobiliers sont les propriétés canoniques de la Congrégation et les propriétés légales de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUÇON, dont le siège est à l'évêché de Luçon, 30 place Leclerc.

Les biens mobiliers : meubles, avoirs bancaires, placements financiers, voitures sont les propriétés canoniques de la Congrégation et les propriétés légales de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE LUÇON, et de l'ASSOCIATION SAINTE THERESE ;

Le traitement – rémunération – des membres de la congrégation est assuré par les finances propres de la Congrégation (pensions de retraites, apports évêché, offrandes de messes...). Les membres reçoivent chaque mois leur traitement, dont une partie reste à leur disposition pour leurs besoins personnels, l'autre partie est remise à la congrégation pour assurer la vie communautaire.

Etant donné l'âge des membres de la congrégation (de 53 à 97 ans, dont 4 de moins de 75 ans), il paraît opportun de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la vie des membres de la congrégation.

Il est rappelé que la congrégation étant liée au diocèse de Luçon d'une manière toute particulière par son histoire, le chapitre extraordinaire du 22 juin 2020 a décidé que tout le patrimoine immobilier et mobilier de la congrégation doit être dévolu au diocèse de Luçon à charge pour celui-ci d'assurer la vie des membres de la congrégation, la prise en charge de leur retraite, maladie, vieillesse jusqu'à la mort du dernier.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide le 4 mai 2023 à l'unanimité d'accepter les suites du chapitre extraordinaire de la CONGRÉGATION DES MISSIONNAIRES DE LA PLAINE ET DE SAINTE THÉRÈSE DE L'ENFANT JÉSUS du 22 juin 2020 en ce qu'elle décide que tout le patrimoine immobilier et mobilier de la congrégation doit être dévolu à l'ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LUÇON à charge pour celle-ci d'assurer la vie des membres de la congrégation, la prise en charge de leur retraite, maladie, vieillesse jusqu'à la mort du dernier.

Annexe au bilan du 31/12/2023

1. Règles et méthodes comptables : application aux comptes de l'Association Diocésaine de Luçon (article 123-12 et 123-28 du code du commerce)

1.1. Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 130-1 et suivant du PCG. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/1983 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du PCG applicables à la clôture de l'exercice.

Les immeubles sont décomposés et les amortissements sont pratiqués sur la durée d'utilisation. Les immeubles sont ventilés en 6 composants pour le calcul des amortissements.

Ces comptes additionnent l'ensemble des entités composant l'Association Diocésaine en droit français en n'ayant pas de personnalité morale distincte.

L'Association Diocésaine de Luçon a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'évêque en communion avec le Saint-Siège et conformément à la constitution de l'Eglise catholique. Son fonctionnement est en conformité avec les lois canoniques.

Il est rappelé que les statuts de l'Association Diocésaine de Luçon ont été déclaré à la sous-préfecture de Fontenay le Comte le 15 avril 1926, et a pour objet :

- L'acquisition, la location ou l'administration des édifices qu'elle juge opportun d'avoir à sa disposition ;
- L'acquisition, la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'Evêque, des bureaux de l'évêque, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres aînés ou infirmes ;
- pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés d'Eglise.

1.2. Etat des immobilisations et des amortissements

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Les terrains sont évalués au coût historique. L'inventaire exhaustif des immeubles a été rapproché de la comptabilité.

Le mobilier n'a pas fait l'objet d'inventaire physique. Les conséquences en valeur nette comptable d'un éventuel écart ne devraient pas être très significatives en rapport au montant des fonds propres. Le risque est d'omettre des biens meubles amortis depuis longtemps mais pouvant avoir une valeur marchande significative (peintures, livres...)

Les titres immobilisés ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis.

En 2023, les biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus sont comptabilisés en immobilisation dans le compte 24 mais ne sont pas amortis.

Annexe au bilan du 31/12/2023

Etat des immobilisations :

	Valeur brute au 31/12/2022	Augmentation (acquisitions, nouveaux prêts...)	Diminution (cessions, mise au rebut, remboursements prêts...)	Valeur brute au 31/12/2023
205 Concessions, brevets, marques	200			200
208 Logiciels	128 390	6 720	19 322	115 788
232 Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations incorporelles	128 590	6 720	19 322	115 988
211 Terrains	360 630	8 526	977	368 179
213 Constructions	35 663 548	452 688	181 263	35 934 973
214 Constructions sur sol d'autrui	7 859 769	134 982		7 994 751
215 Matériels et outillages	294 836	18 522	4 880	308 478
	0			0
218 Autres matériels	5 457 324	354 306	22 732	5 788 898
231 Immobilisations corporelles en cours	228 222	542 364	178 391	592 195
Immobilisations corporelles	49 864 328	1 511 389	388 244	50 987 474
24 Immobilisations reçues par legs ou donations destinées à être cédées				
	1 439 688	328 192	977 463	790 418
271 Titres et créances rattachées	111 618	10 956		122 574
274 Prêts	3 027 734	96 477	220 278	2 903 932
275 Autres immobilisations financières	3 856	550	1 128	3 278
Immobilisations financières	3 143 208	107 983	221 406	3 029 784
Total immobilisations	54 575 815	1 954 285	1 606 435	54 923 663

Etat des amortissements :

	Montant des amortissements au 31/12/2022	Augmentation (dotations de l'exercice)	Diminution (cessions, mise au rebut...)	Montant des amortissements au 31/12/2023
2805 Amortissements concessions, brevets, marques	200			200
2808 Amortissements logiciels	92 058	8 236	19 322	80 972
Amortissements immobilisations incorporelles	92 258	8 236	19 322	81 172
2813 Amortissements constructions	17 926 212	1 076 320	110 075	18 892 458
2814 Amortissements constructions sur sol d'autrui	4 345 999	257 601		4 603 600
2815 Amortissements matériels et outillages	274 240	9 233	4 880	278 592
2818 Amortissements autres matériels	4 840 686	211 235	20 964	5 030 957
Amortissements immobilisations corporelles	27 387 137	1 554 389	135 919	28 805 607
Total amortissements	27 479 395	1 562 625	155 241	28 886 779

1.3. Etat des provisions :

Une provision a été constituée en 2020 pour charges sur legs, elle s'élevait à 12 000 euros, un ajustement a été fait en 2023, elle s'élève désormais à 7 500 euros.

Une provision pour Indemnité de fin de carrière (ou indemnité de départ à la retraite) a été constituée en 2017. La méthode retenue pour le calcul est la méthode des unités de crédit projetées, méthode définie par la norme comptable IAS 19 révisée et par la norme FAS87. Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés administratifs et techniques en CDI (cadres et non cadres) au titre de l'indemnité de fin de carrière, en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'Association à l'âge de la retraite, s'élève à 91 104 euros.

Une provision pour les charges de la Communauté des Sœurs de la passion et des Sœurs du Cœur de Jésus a été constituée, elle correspond à l'estimation de la prise en charge des frais de résidence des sœurs résultant d'un engagement de l'Association Diocésaine à l'égard de

Annexe au bilan du 31/12/2023

ces communautés. Ces montants ont été réévalués selon la table de mortalité issue des statistiques de l'INSEE (femmes seules) base des années 2019-2021 (données provisoires à fin décembre 2022). Ces montants sont destinés à être réduit chaque année du coût net supporté par l'Association Diocésaine.

Une provision a été constituée pour le risque de prise en charge des frais de pension à la Maison du Clergé Le Landreau de Madame Chaillot Denise. Cette provision est liée aux difficultés d'interprétation de l'acte authentique de donation signé le 19 décembre 2007 et du contrat de séjour signé par Madame CHAILLOT Denise avec la Maison de retraite du Clergé Le Landreau le 6 janvier 2023.

Une nouvelle provision pour litige a été constituée. L'Association diocésaine de Luçon a été assignée le 9 juin 2023 devant le tribunal judiciaire des Sables d'Olonne pour un litige lié à un projet de cession.

La demande d'indemnisation porte sur :

- *Un préjudice économique dès lors que les sociétés porteuses du projet ont engagé des dépenses importantes pour l'étude et l'élaboration du programme projeté ;*
- *Un préjudice économique résultant du manque à gagner au regard des ventes de l'état futur d'achèvements d'ores et déjà enregistrées et de la perte de chance au regard des ventes qui auraient dû intervenir, outre les réclamations indemnitaires des différents cocontractants (acquéreur de l'état futur d'achèvement, cosntructeurs, commerciaux du programme...).*

L'Association diocésaine de Luçon pourrait être condamnée in solidum à verser :

- 212.876,13 € au titre du préjudice économique pour les dépenses d'étude ;
- 376.664 € au titre du préjudice économique résultat de la marge non réalisée.

Après divers échanges avec le conseil de l'association diocésaine, une provision pour risque est enregistrée pour l'exercice comptable 2023 pour un total de 88.431 € :

- 10% pour le risque de condamnation, soit 58.954 € ;
- 5% pour le risque de non prise en charge par l'assurance du notaire, soit 29.477 €.

1.4. Etat des échéances des créances et des dettes

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les dettes sont notamment composées de dépôts des prêtres qui sont rémunérés par le diocèse. Ces dépôts n'ont pas d'échéances définies. L'analyse des mouvements passés, montre que les retraits sont extrêmement rares, et ont généralement pour source le décès du prêtre. Aussi ces dépôts ont-ils été considérés comme ayant une échéance à plus de cinq ans (voir tableau en 4.4 Etat des créances et dettes).

Par ailleurs, le Carmel de Luçon confie sa trésorerie à l'Association Diocésaine de Luçon.

Les paroisses ont comptabilisé leurs produits à recevoir ; leurs charges à payer, et leurs produits et charges constatées d'avance, dès lors qu'ils étaient significatifs, c'est-à-dire supérieur à 500 euros. Très peu de paroisses sont concernées.

Annexe au bilan du 31/12/2023

1.5. Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont estimées suivant les normes comptables au coût d'acquisition (méthode du coût historique) pour respecter les règles comptables. Les banques qui gèrent les portefeuilles sont autonomes pour leur gestion dans le cadre d'un mandat de gestion.

Sur le portefeuille du Crédit Mutuel une provision a été passée à concurrence des moins-values latentes au 31/12/2023, soit 18 432,53 euros.

Sur le portefeuille Crédit Agricole des Missionnaires de la Plaine, une provision a été passée à concurrence des moins-values latentes au 31/12/2023, soit 10 601,47 euros.

Une reprise de provision des moins-values latentes au 31/12/2023 a été faite à concurrence de 370 743,90 euros.

Le total des provisions relatives aux moins-values s'élève donc à 321 771 euros, tandis que les plus-values latentes non comptabilisées s'élèvent à 952 806 euros.

La valorisation boursière des titres détenus par les banques, c'est-à-dire la dette reconnue par les banques au 31 décembre s'élevait à 19 886 545 euros (dont 664 632 euros pour les Missionnaires de la Plaine) tandis que la créance inscrite dans nos comptes s'élève à 19 255 509 euros (dont 630 189 euros pour les MDP), et les valeurs au coffre sont valorisées pour 140 448 euros.

1.6. Analyse de l'évolution des fonds propres

Fonds propres 2021 intégrant le résultat 2021	40 025 470
<i>Résultat 2022</i>	<i>1 284 999</i>
<i>Variation subvention d'investissement</i>	<i>-2 222</i>
Fonds propres 2022 intégrant le résultat 2022	41 308 247
<i>Modification périmètre fonds propres MDP</i>	<i>3 400 832</i>
<i>Résultat 2023</i>	<i>1 384 756</i>
<i>Variation subvention d'investissement</i>	<i>21 056</i>
Fonds propres 2023 intégrant le résultat 2023	46 114 891

1.7. Réserve pour la retraite des prêtres

Il revient à l'Association Diocésaine d'assurer la subsistance des prêtres jusqu'à leur décès. La retraite versée par la CAVIMAC est insuffisante pour assurer un revenu décent au prêtre retiré. L'Association Diocésaine doit abonder. Il en résulte la nécessité de prévoir le financement de ce complément de retraite. C'est l'objet social de l'Association Diocésaine.

Il est donc nécessaire d'affecter les excédents à un compte de fonds propre qui soit réservé à cette obligation.

Le montant calculé qui s'élève à 4 956 381 euros fait intervenir plusieurs variables qui le rendent potentiellement volatile d'une année sur l'autre. En particulier l'évaluation du coût des prêtres retirés fait apparaître des variations qui se répercutent sur l'évaluation de la réserve à effectuer.

Les prêtres dénombrés sont les prêtres incardinés qui sont en mission dans le diocèse ou dans des diocèses qui ne pourront prendre en charge leur retraite compte tenu de leur situation

Annexe au bilan du 31/12/2023

financière. Les prêtres non incardinés sont pris en considération s'ils sont en mission longue sur le diocèse.

La table de mortalité est issue des statistiques de l'INSEE (hommes seuls) base des années 2019-2021 (données provisoires à fin décembre 2022).

Les coûts de prise en charge future ne sont pas revalorisés. L'impact d'une revalorisation conduirait à un accroissement de la réserve. Mais simultanément le coût net pour l'Association Diocésaine est susceptible de diminuer par le fait de la création d'une retraite complémentaire pour les prêtres à compter de 2006.

Annexe au bilan du 31/12/2023

2. Précisions sur l'addition des comptes des différentes entités du diocèse

2.1. Paroisses et Association Diocésaine

L'Association Diocésaine est une structure juridique unique qui couvre l'ensemble des activités de la curie diocésaine et des paroisses. De son côté, le droit de l'Eglise (droit canonique) confère aux paroisses la personnalité juridique.

Les paroisses sont civilement des établissements de l'Association Diocésaine de Luçon.

Du point de vue comptable, il y a peu de difficultés à scinder les comptes des paroisses et ceux de la curie diocésaine étant admis que :

- Les paroisses prennent en charge le personnel administratif et d'entretien. Les paroisses sont en effet employeurs de ces salariés tant d'un point de vue social que d'un point de vue fiscal (taxe sur les salaires).
- La curie diocésaine prend en charge l'intégralité des traitements des prêtres.
- La curie diocésaine prend en charge les salaires des assistants doyennés.
- Des mouvements financiers assez nombreux doivent être compensés lorsque l'addition est effectuée.
- Le paiement des salaires des laïcs en mission ecclésiale (LEME) est mutualisé au niveau de la curie diocésaine sans que cela ne remette en cause la multiplicité des employeurs. Une réforme de la mutualisation des charges imputées sur les paroisses a été vécue au cours de l'année 2013.

Cette réforme conduit à plus de solidarité entre les paroisses quant aux charges des traitements des prêtres et des salaires des laïcs en mission ecclésiale, ainsi qu'aux charges générales de la curie diocésaine par une participation fonction de plusieurs critères en 2012, cette participation était calculée sur les deux premiers critères uniquement avec des pourcentages différents) :

- Leurs ressources propres pour 25,9% en 2023 (27% en 2022, et 35% avant 2013)
- La trésorerie disponible pour 3% : trésorerie disponible déduction faite d'une année de dépense de fonctionnement (5% avant 2013)
- Le patrimoine immobilier pour 3,33% : sont pris en compte tous les immeubles dont la paroisse dispose, à l'exception des presbytères occupés par des prêtres et d'une salle paroissiale par paroisse.
- Les laïcs en mission ecclésiale pour 65% : LEME en mission sur la paroisse ou sur le doyenné

2.2. Maison du diocèse Saint Paul et Association Diocésaine

La scission des comptes des mouvements et services de ceux du Diocèse n'a pas de fondement canonique aussi nettement établi que celui des paroisses. Seuls les mouvements et services qui se sont dotés d'une structure associative sont nettement distincts de l'Association Diocésaine.

La Maison St Paul est cependant une structure ecclésiale stable établie par l'Evêque et à ce titre peut jouir d'une autonomie comptable.

Annexe au bilan du 31/12/2023

La scission des comptes de la Maison St Paul de ceux de la curie diocésaine, résulte d'un usage et de la reconnaissance de l'existence de cette unité ecclésiale stable. Il est cependant à noter que les comptes de la Maison St Paul sont intégrés dans les comptes du diocèse.

La curie diocésaine prend en compte l'entité comptable représentée par la Maison Saint Paul en imputant tous les versements effectués à la Maison St Paul et transitant dans la comptabilité générale de la Maison St Paul dans des comptes de liaison.

La Maison St Paul n'a d'autres recettes que les subventions versées par la curie diocésaine, hors le produit de remboursements de frais.

2.3. Pèlerinages diocésains et Association Diocésaine.

Ses comptes sont intégrés dans les comptes de l'association diocésaine.

En 2015, changement de méthode comptable dans l'enregistrement des dépenses et des recettes liées aux pèlerinages : elles sont enregistrées directement dans les comptes de charges et de produits, chaque pèlerinage étant suivi analytiquement. Auparavant il existait un compte de tiers pour chaque pèlerinage qui enregistrerait les dépenses et les recettes et qui était soldé en fin d'année.

La crise sanitaire du Covid 19 a eu un impact significatif sur l'activité des pèlerinages diocésains au cours des exercices 2020, 2021 et 2022. La curie a compensé à hauteur de 70 000 euros en 2020 et 85 000 euros en 2021 et 92 000 euros en 2022 pour que le service règle ses charges fixes habituelles (salaires, charges sociales, assurances...).

En 2023, les pèlerinages ont repris, le montant des ressources se rapproche des montants enregistrés avant la crise du Covid 19.

Pèlerinages diocésains	2023	2022	2021	2020	2019	2018
Comptes de produits	522 243	199 717	134 401	19 470	666 814	662 400

2.4. Congrégation des Missionnaires de la Plaine

Cf. Faits marquants

2.5. Associations indépendantes mais ayant des objectifs communs.

L'expression « parties liées » s'entend de deux entités dont l'une d'entre elles peut contrôler l'autre ou exercer sur celle-ci une influence notable lors de la prise de décisions financières ou de gestion.

Un certain nombre de structures associatives indépendantes coexistent dans le diocèse de Luçon avec une communauté d'objectif. Les personnes membres de ces associations ont été choisies de telle façon que l'Association Diocésaine exerce une influence notable sur leur prise de décision.

On peut citer ainsi :

- Les associations immobilières qui portent la propriété des établissements scolaires et de quelques salles paroissiales et presbytères : Monts et Lumière, La Permanente, La Persévérante, La Ruche Vendéenne, L'Alouette du Bocage, L'Abeille de l'Ouest, Le Grand Logis, Immobilière du Marais Breton. Ces associations sont présidées par le vicaire général, les autres membres étant présentes es-qualité.

Annexe au bilan du 31/12/2023

En tant que propriétaires de locaux immobiliers, elles se portent caution lorsque des emprunts sont souscrits par les OGEC pour effectuer des travaux dans leurs bâtiments scolaires. Ces emprunts sont d'un montant inférieur au montant des travaux. A de très rares exceptions près, ces travaux consistent en des grosses réparations ou des agrandissements. Leurs patrimoines couvrent donc les risques supportés.

Ces associations n'ont ni ressources, ni dépenses, leurs patrimoines étant mis à la disposition des associations gestionnaires qui occupent leurs bâtiments. Ces dernières s'acquittent de toutes les charges relatives à ces bâtiments.

- L'association « Maison de retraite du Clergé – Le Landreau » qui gère les maisons de retraite des prêtres : les murs sont la propriété du syndicat ecclésiastique du diocèse de Luçon. Depuis la fermeture de la maison de retraite du Clergé à Martinet, il s'agit de la seule structure diocésaine accueillant des prêtres aînés dépendants. Au cours de l'année 2017, elle a entrepris des travaux d'agrandissement, pour porter la capacité d'accueil de 60 à 70 résidents. L'ouverture de ces chambres et l'accueil des nouveaux résidents a commencé en juin 2018. L'association gestionnaire est largement subventionnée par l'Association Diocésaine en raison de son objet.
- Le Syndicat Ecclésiastique qui reçoit des subventions de l'Association Diocésaine.
- L'A.I.D.L. (Association Immobilière du Diocèse de Luçon), est propriétaire à 99% de la SCI rue Luneau et de 1% de différentes SCI de collèges et de Lycées. Elle a par ailleurs acquis les parts de la SCI Séminaire de Chavagnes à hauteur de 99% le 1% restant ayant été acquis par l'association Alouette du Bocage au cours de l'année 2015.
- RCF Vendée : association autonome juridiquement en charge de la diffusion de la radio diocésaine, elle bénéficie de subventions de fonctionnement de la part de l'Association Diocésaine de Luçon, en plus des ressources propres de RCF. L'AD assure également la caution bancaire lorsque RCF Vendée est amené à emprunter pour ses investissements.
- PROMEDIAL (Association pour la Promotion des Médias dans le Diocèse de Luçon) : association qui emploie le personnel technique et administratif de la radio RCF Vendée. Ses ressources proviennent exclusivement de subventions octroyées par l'Association Diocésaine de Luçon.
- Le fonds de dotation « Richelieu » : créé au cours de l'année 2011, il a notamment pour objet d'accompagner les projets culturels du diocèse de Luçon. La comptabilité et l'émission des reçus fiscaux sont assurés par les services comptables de la curie diocésaine. Il est présidé par l'évêque de Luçon.
- L'APECAV (Association pour la Promotion de l'Enseignement Catholique en Vendée), dans une moindre mesure, en raison de l'indépendance financière des structures, et du fait que la présidence de l'association n'a été confiée ni au président de l'AD ni à un membre du CA ou à un vicaire épiscopal. Son objet est d'être propriétaire des immeubles scolaires du 2nd degré (collèges et lycées), soit directement, soit par des Sociétés Civiles Immobilières interposées.
- La SARL SYPE (librairie Siloé) en raison de l'implication financière de l'Association Diocésaine de Luçon, et de la finalité de cette structure, détenue à 18% par l'Association Diocésaine de Luçon, et détenue pour le reste par des associations poursuivant un objectif voisin.

Annexe au bilan du 31/12/2023

- Art et musique sacrés, Hospitalité Vendéenne, et ADER, sont des quasi services diocésains érigés en associations pour des raisons historiques.
- L'association immobilière Maindra est totalement indépendante de l'association diocésaine, mais elle poursuit un objectif commun (Cf. 3.2)

Annexe au bilan du 31/12/2023

3. Faits caractéristiques de l'exercice**3.1. Legs et donations**

Les dispositions prévues par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 sont appliquées en matière de legs et donations.

Les actifs et passifs provenant de legs et donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou la date d'entrée en jouissance de la libération si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive.

La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'entité.

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif en fonds reportés (compte 191), avec pour contrepartie une charge (compte 6891). Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

S'agissant de biens destinés à être cédés, ils sont inscrits dans un compte 24, ceux-ci ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation comptabilisée en charge : « dotations pour dépréciations d'actifs reçus par legs ou donation » (compte 68164) par le crédit du compte : « Dépréciations des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés » (compte 294). Les fonds reportés sont alors ajustés en conséquence.

En cas de gestion temporaire de biens reçus par legs ou donation destinés à être cédés, les charges et les produits liés sont inscrits et charges et en produits suivant leur nature.

Informations sur les postes du bilan liés aux legs :

Le montant des fonds reportés liés aux legs et donations s'élève à 1 556 Keuros au 31/12/2023.

ACTIF		PASSIF	
Biens reçus de legs ou donations destinés à être cédés	790 418	Fonds reportés liés aux legs	1 672 374
Créances legs	960 427	Dettes legs et donations	37 901
	1 750 845	Dettes messes provenant de legs	40 570
			1 750 845

Information sur la ligne legs, donations et assurances vie des produits de l'Association

En application de l'ANC 2018-06, les charges et les produits relatifs aux legs, donations et assurances vie ont été compensées au résultat sous la ligne de produits y afférent pour un montant net de 3 888 363 euros contre 3 927 326 euros en 2022.

Elle se détaille de la manière suivante :

Annexe au bilan du 31/12/2023

	Legs, donations et assurances vie	3 888 363
produits	Assurances Vie	2 708 754
	Legs et donations	980 470
	Autres produits sur legs ou donations	4 337
	Produits de cession d'actif issu de legs	936 823
	Utilisation des fonds reportés s/ leg	925 242
charges	Valeur nette comptable actifs cédés legs	-908 976
	Report en fonds reportés sur legs	-758 288

3.2. Fonds dédiés

Un nouveau fonds dédié a été créé au cours de l'exercice 2023, un don de 15 000 euros a été affectés au financement d'un orgue pour la paroisse Ste Trinité d'Aizenay.

Fonds dédiés	Solde au 31/12/2022	nouvelles ressources affectées	utilisation en cours d'exercice	Solde au 31/12/2023
Fonds dédiés frais de séminaires et séminaristes	1 240 783		178 553	1 062 230
Fonds dédiés travaux Centre Spirituel La Chaume (dons et legs Mme Sacré)	486 269		26 535	459 734
Fonds dédiés prise en charges Sœurs du Cœur de Jésus	224 294		48 995	175 299
Fonds dédiés entretien église de la Caillère (legs Mme Mathonneau) paroisse Mareuil Ste Hermine	20 000			20 000
Fonds dédiés orgue paroisse Aizenay		15 000		15 000
	1 971 346			1 732 263

Informations complémentaires

Sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice :

Fonds dédiés affectés aux frais de séminaristes et séminaires

Fonds dédiés affectés aux travaux du Centre Spirituel de la Chaume, le montant des reprises est calculé au prorata des amortissements.

Fonds dédiés reçus de la congrégation des Sœurs du Cœur de Jésus affectés à la prise en charge de leur pension.

Fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices :

Fonds dédiés provenant du legs reçu de Mme Mathonneau pour l'entretien de l'église de La Caillère

Contribution au fonds SELAM :

L'Association diocésaine de Luçon a contribué en 2023 au fonds SELAM (fonds de dotation de solidarité et de lutte contre les agressions sexuelles sur mineurs) à hauteur de 300 000 euros, (200 000 euros en 2022, financés exclusivement par le produit de la vente de l'ancienne maison de retraite des prêtres de Martinet).

Annexe au bilan du 31/12/2023

4. Engagements financiers

4.1. Engagements donnés

Cautionnements donnés à des organismes bancaires :

Bénéficiaire de la caution	Emprunteur	Capital restant dû	Intérêts	Cautionnement au 31/12/2023	Fin de garantie
CCM	Maison de retraite du Clergé Le Landreau	193 928,72	25 390,92	219 319,65	31/07/2037
CCM Luçon	RCF	12 763,24	76,58	12 839,82	15/11/2024
CCM Roche Molière	GRV	13 014,51	118,56	13 133,07	05/12/2026
CA	Maison de retraite La Ste Famille	226 575,94	53,11	226 629,05	01/12/2037
CA	Maison de retraite La Ste Famille	331 436,95	81,26	331 518,21	01/12/2042
Caisse d'Epargne	Maison de retraite La Ste Famille	770 000,00	401 677,60	1 171 677,60	05/10/2054
Caisse d'Epargne	Maison de retraite La Ste Famille	375 000,00	195 621,60	570 621,60	05/10/2054
				2 545 738,99	

Cautions données en garantie de remboursement d'une subvention :

Bénéficiaire de la caution	Structure subventionnée	Date subvention	Subvention initiale	Subvention restituable	Fin de garantie
Conseil Régional	Jean XXIII aménagement de locaux	22/11/2012	76 714,00	19 882,59	22/11/2027
Conseil Régional	Jean XXIII trvx accueil, bât. Ens. Sup. et CDI	22/06/2010	70 451,15	6 884,27	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII trvx accueil, bât. Ens. Sup. et CDI	22/06/2010	72 285,00	7 063,47	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des salles	03/11/2010	3 881,85	474,33	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des salles	03/11/2010	77 118,00	9 423,19	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Rénovation toiture, carrelage des salles	03/11/2010	43 118,15	5 268,68	02/11/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Réalisation trvx accueil, bât enseignant	22/06/2010	70 451,15	6 884,27	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Réalisation trvx accueil, bât enseignant	22/06/2010	72 285,00	7 063,47	21/06/2025
Conseil Régional	Jean XXIII Sanitaires préaux	17/01/2006	35 539,58	3 617,25	17/01/2026
Conseil Régional	Jean XXIII Sanitaires préaux	17/01/2006	66 601,19	26 719,55	17/01/2036
Conseil Régional	Jean XXIII sécurité incendie	30/01/2004	243 729,00	834,69	30/01/2024
Conseil Régional	Jean XXIII amphi	03/05/1996	421 148,03	129 719,36	03/05/2036
			1 253 322,10	223 835,10	

Total des engagements donnés : 2 769 274,09 euros

4.2. Engagements reçus

Les Oblats de Saint Vincent, arrivés en 2011 à La Roche sur Yon se sont engagés à verser au diocèse 300 000 euros dans les années futures à raison de 30 000 euros par an à compter du premier janvier 2015 tant qu'ils seront dans le diocèse. Depuis 2015, le diocèse a reçu 270 000 euros (60 000 euros en 2023 au titre des années 2022 et 2023).

Total des engagements reçus : 30 000 euros

Annexe au bilan du 31/12/2023

4.3. Participations

L'Association Diocésaine détient 220 parts sociales sur 1200 parts sociales de la SARL Siloë-Sype, librairie religieuse.

Capitaux propres au 31/01/2023 : 263 648 euros

Résultat 2023 : - 850,35 euros.

4.4. Etat des créances et des dettes**Détail des créances et des dettes 2023**

Créances	Créances brutes	Provisions	Créances nettes	- d'1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Prêt Siloë	58 450		58 450		58 450	
Prêt à SCI Luneau	709 964		709 964	30 000	120 000	559 964
Prêt à AIDL - pour SCI Luneau	440 559		440 559			440 559
Prêt à AIDL -pour SCI Sem Chavagnes	401 921		401 921			401 921
Prêt Maison du Clergé Le Landreau	995 000		995 000	60 000	240 000	695 000
Prêt Maison Charles de Foucauld	2 572		2 572	2 572		
Prêt à RCF	5 000		5 000	5 000		
Prêt au centre spirituel	140 089		140 089		140 089	
Prêts à parties liées	2 753 554	0	2 753 554	97 572	558 539	2 097 443
Autres Prêts (paroisses)	4 500		4 500	1 500	3 000	
Autres prêts individuels	68 400		68 400	25 986	42 414	
Prêt COVECOL	37 428	37 428	0			
Prêt Maison de Retr Ste Bernadette	15 000		15 000	15 000		
Prêt Ass. Diocésaine de Laval	83 500	83 500	0			
Autres prêts	208 828	120 928	87 900	42 486	45 414	0
Autres immob. financières	3 278	550	2 728			
Créances diverses	341 514		341 514	341 514		
Créances legs	960 427		960 427	960 427		
Créances sur parties liées	473 878		473 878	473 878		
Débiteurs divers	696		696	696		
Produits à recevoir	933 425		933 425	333 425	400 000	200 000
Charges constatées d'avance	27 566		27 566	27 566		
Total autres créances	2 740 784	550	2 740 234	2 137 506	400 000	200 000
Total des créances	5 703 166	121 478	5 581 688	2 277 564	1 003 953	2 297 444

Dettes				- d'1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès établis. crédit	131 251			29 045	102 206	
Dépôts des prêtres et divers	857 441					857 441
Emprunts et dettes financ. divers	2 060 748					2 060 748
Dettes fourniss. & cptes rattachés	537 930			537 930		
Dettes legs	37 901			37 901		
Dettes fiscales et sociales	308 783			308 783		
Offrandes de messes	2 186 012			2 186 012		
Dettes sur parties liées	1 572 818			1 572 818		
Autres dettes	499 730			499 730		
Total des dettes	8 192 615			5 172 220	102 206	2 918 189

Annexe au bilan du 31/12/2023

VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

L'Association diocésaine de Luçon bénéficie d'un grand nombre de contributions volontaires en nature pour la réalisation de son objet culturel tant dans les paroisses qu'à la curie ou dans les services : catéchistes, animations liturgiques, services administratifs, entretien des lieux de culte, implication dans les conseils aux affaires économiques, ...

Toutefois, la Conférence des Évêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Église résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes. Le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut.

De ce fait, ces contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées.

AUTRES INFORMATIONS**Changement de statuts en mai 2023**

La loi confortant le respect des principes de la République du 24 août 2021 oblige l'Association diocésaine de Luçon à mettre ses statuts en conformité avec les nouvelles dispositions législatives. Les nouveaux statuts – types résultent d'un accord international à la suite d'une consultation initié par le Saint Siège via la Nonciature de la Première Ministre et du ministère des Affaires étrangères. Cette consultation a débouché sur un accord notifié par la Première Ministre dans un courrier du 7 mars 2023 au Nonce apostolique : « *chaque association diocésaine [peut] en toute sérénité procéder à la modification de ses propres statuts particuliers* ».

Les principales modifications sont les suivantes :

- Le nombre de membres exigé pour l'assemblée générale passe de 30 à 10 ;
- Il est expressément fait mention de la compétence du Conseil d'administration pour la cession d'un bien immobilier ;
- Il est expressément fait mention de l'utilisation des nouvelles technologies pour le fonctionnement de l'association diocésaine comme la visioconférence, le courrier électronique ou le vote par procuration ;
- Le commissaire aux comptes est intégré dans les statuts-types et il est fait mention de la distinction entre le rapport du commissaire aux comptes sur la régularité des comptes et celui du contrôleur des comptes sur la situation financière

Conformément aux statuts de l'Association diocésaine de Luçon, et considérant la décision de son conseil d'administration en date du 4 mai 2023, le changement de statuts est approuvé par l'Assemblée générale réunie sous la forme extraordinaire le 25 mai 2023.

Annexe au bilan du 31/12/2023

Avantages et ressources provenant de l'étranger

Pays du donateur	Date	Personnalité juridique	Nature	Caractéristique (direct ou indirect)	Mode de paiement	Montant (en euros)
Italie	29/08/2023	Personne physique	Don	direct	don en ligne (CB)	100,00
Canada	29/08/2023	Personne physique	Don	direct	don en ligne (CB)	30,00
Portugal	31/08/2023	Personne physique	Don	direct	don en ligne (CB)	30,00
Belgique	07/11/2023	Personne physique	Don	direct	don en ligne (CB)	400,00
Belgique	26/12/2023	Personne physique	Don	direct	virement	51,50
Lettonie	29/12/2023	Personne physique	Don	direct	virement	500,00
Total						1 111,50